

Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

Projet de décision de régulation symétrique

Consultation publique de l'ARCEP en date du 6 février 2020

Contribution de TDF

Le 08 avril 2020



1. Propos introductifs

Le 6 février dernier, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après, « l'ARCEP » ou « l'Autorité ») mettait en consultation publique, conformément à l'article 67 de la directive 2018/1972¹ et aux articles L37-1 et suivants du Code des postes et des communications électroniques (ci-après, CPCE), son projet d'évolution de la régulation *ex ante* des marchés du haut et du très haut débit fixes. Ce projet est constitué de quatre documents spécifiques relatifs aux marchés i) des offres activées spécifiques entreprises (marché 4 de la recommandation dite « marchés pertinents »² - ci-après « la recommandation »), ii) des offres activées généralistes (marché 3b de la recommandation), iii) des offres passives (marché 3a de la recommandation) et iv) du génie civil (marché non listé dans la recommandation).

Le même jour, l'ARCEP publiait un cinquième document dont la production ne relève pas du processus d'analyse de marché au sens du droit européen et national. Ce document intitulé « Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités d'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique » (ci-après, « document de consultation ») est également soumis à consultation.

Dans ce contexte singulier qui voit être mis en consultation publique cinq documents dont quatre répondent d'un cadre réglementaire européen et national unique et d'un objectif commun, à savoir la régulation de la puissance de marché de l'opérateur Orange, TDF propose à l'Autorité deux documents de réponse : un document relatif à la régulation *ex ante* du pouvoir de marché d'Orange sur les marchés du haut et très haut débit fixes³ et la présente réponse au document de consultation, relatif aux modalités d'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

TDF tient dès à présent à remercier l'Autorité pour la qualité du document soumis à consultation et pour l'opportunité offerte de contribuer à ses travaux. TDF apportera par conséquent dans la suite du présent document tous les éléments juridiques, techniques et économiques à sa disposition et utiles à ces travaux.

La publication de ce document de consultation fait suite - même si le processus mis en œuvre n'est pas celui d'une analyse de marché au sens réglementaire - à la consultation publique de l'été 2019 sur le document intitulé « Accès fixe à haut et très haut débit - Consultation publique sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés » (ci-après, « document Bilan & Perspectives »).

¹ Directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil en date du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

² Recommandation de la Commission européenne n°2014/710/UE en date du 9 octobre 2014 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

³ Ce document est remis à l'ARCEP en parallèle de la remise du présent document de réponse de TDF.



A cette occasion, TDF avait partagé avec l'Autorité son inquiétude quant à la solidité juridique d'une décision qui aurait été fondée sur les développements contenus dans ce premier document de consultation.

TDF soulevait notamment que le document Bilan & Perspectives présentait une confusion surprenante entre la capacité de l'ARCEP à imposer des obligations - à la suite d'une analyse de marché naturellement - à un opérateur disposant d'une puissance de marché significative et celle relative à la détermination de modalités techniques et financières de l'interconnexion et de l'accès. Dans ce contexte, TDF n'identifiait pas quel fondement juridique aurait pu soutenir une décision imposant par exemple des remèdes comptables à des opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché.

Par ailleurs, TDF relevait que le document Bilan & Perspectives présentait une perception de la régulation 2020-2023 fondée sur la mise en œuvre de modalités techniques de l'accès équivalentes pour Orange - qui dispose actuellement d'une part de marché de 70% - et pour les opérateurs d'infrastructures (ci-après, OI) alternatifs. TDF, qui a remporté quatre appels d'offres de collectivités locales concernant cinq départements et qui représente actuellement 0,5% du marché en termes de lignes raccordables et 0,1% du marché des abonnements au niveau national, a les plus grandes difficultés à comprendre le caractère proportionné d'une décision qui l'assimilerait à un opérateur disposant par exemple d'une part de marché en volume de lignes raccordables d'environ 70%. Ce d'autant plus que les opérateurs régulés sont - dans le schéma juridique des réseaux d'initiative publique - les sociétés créées spécifiquement pour le projet local. Ainsi, en imposant une régulation spécifique de comptabilisation des coûts correspondant à celles imposées à Orange ou TDF (pour les activités de diffusion de la TNT) à un opérateur tel que Val d'Oise Fibre, l'action de l'Autorité reviendrait *in fine* à imposer à Val d'Oise Fibre et donc à imposer à la Collectivité déléguée une charge disproportionnée correspondant à plusieurs points de chiffres d'affaires annuels.

TDF notait enfin que l'ARCEP envisageait d'intervenir dans la relation entre les opérateurs commerciaux (ci-après, « OC ») et les OI dans des conditions qui ne lui apparaissent pas équitables : prescriptions quant à l'organisation des gammes d'offres, à la modification des offres FttH pour accueillir des besoins entreprises, à l'acceptation du principe de revente en gros par des acteurs financiers à des tarifs non soumis aux lignes directrices de l'ARCEP ou encore au traitement particulièrement discret des difficultés relatives au raccordement réalisés par les OC (mode STOC).

A la lecture du document de consultation qu'il nous appartient ici de commenter et dont l'objet est de compléter ou de préciser les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, TDF constate que la position de l'Autorité n'a pas évolué et que les contributions des OI ne sont que peu ou pas prises en compte.

Aussi, TDF estime nécessaire de rappeler quelques grands principes et d'apporter tous les éléments permettant d'accompagner l'ARCEP dans sa volonté de préciser certains volets de l'accès et de l'interconnexion dans les réseaux de fibre optique.

Avant de répondre le plus précisément possible aux questions posées par l'Autorité, TDF met donc ci-après en avant ses trois principales observations sur la position de l'ARCEP.



1. La mise en œuvre de l'article L34-8-3 CPCE ne peut pas avoir pour effet la création d'un cadre de régulation *ex ante* plus contraignant que celui résultant de la mise en œuvre des articles L37-1 CPCE et suivants. L'ARCEP ne dispose pas des moyens pour augmenter la charge de la régulation au détriment des opérateurs d'infrastructure.

Le document de consultation ne présente pas - contrairement à ce qui peut être écrit - une évolution incrémentale de ce que l'Autorité appelle de manière inappropriée la régulation « symétrique ». Au contraire, les propositions de l'Autorité, si elles étaient retenues, - c'est-à-dire en l'absence de prises en considération des réponses des acteurs du marché - participeraient à la création d'un cadre de régulation significativement durci pour les OI alternatifs.

TDF considère qu'une telle évolution serait contraire aux grands principes du droit européen et national. TDF relève tout particulièrement qu'en imposant sur la base de l'article L34-8-3 CPCE des obligations relevant des articles L37-1 et suivants du CPCE, l'Autorité excéderait ses pouvoirs de régulation.

A titre d'illustration, les obligations comptables que l'ARCEP envisage d'imposer à tous les OI et que seuls Orange et TDF (dans un autre secteur d'activité) connaissent aujourd'hui relèvent d'un périmètre de régulation bien défini qui est celui de la régulation d'un opérateur disposant d'une puissance significative sur un marché pertinent strictement identifié. Il s'agit d'une mesure ultime de régulation *ex ante* qui peut être imposée aux opérateurs en application du Code européen.

Ce dernier prévoit notamment une graduation de l'action du régulateur national qui peut être présentée comme suit :

- i) Article 67 : Analyse de marché et arsenal réglementaire élevé (accès, transparence, séparation comptable, orientation coûts, etc...)
- ii) Article 80 : Article 67 allégé pour les opérateurs non intégrés. En conséquence, cela correspond à un spectre d'obligations imposables plus étroit, c'est-à-dire limité aux obligations d'accès, de non-discrimination et si cela apparaît justifié à une obligation de tarification équitable et raisonnable.
- iii) Article 61 : Article générique qui prévoit la possibilité pour le régulateur national d'imposer l'accès et le cas échéant, de préciser des règles spécifiques de transparence, de non-discrimination ou encore de répartition de coûts d'accès.

TDF n'identifie pas le raisonnement qui permettrait sur la base de l'article 61 d'imposer aux OI alternatifs les remèdes prévus à l'article 67, notamment sur la question de l'imposition d'obligations comptables.

Autrement dit, l'utilisation de l'article 61 du Code européen ou de l'article L34-8-3 du CPCE reviendrait à retirer tout effet utile aux articles 67 et 80 du Code européen et aux articles L37-1 et suivants du CPCE.

TDF demande donc à l'ARCEP de revenir sur cette doctrine qui ne saurait prospérer davantage et par conséquent de ne pas imposer de nouvelles contraintes lourdes sur les opérateurs non intégrés et notamment ceux en charge d'une délégation de service public.



- 2. Les réseaux d'initiatives privées et d'initiatives publiques ne répondent pas des mêmes objectifs ni des mêmes fondements. Ces différences doivent être prises en considération par l'Autorité lorsqu'elle envisage de produire des normes de régulation.**

Les choix de politiques publiques relatifs au développement du très haut débit fixe en France ont conduit à la mise en place d'une structuration singulière fondée sur la capacité ou l'absence de capacité à investir des opérateurs privés.

Ainsi le déploiement de la fibre s'articule entre un déploiement privé relativement classique et un déploiement exceptionnel - mais qui concerne toutefois la moitié des locaux en France - via notamment un financement public porté par les collectivités locales.

Dans ce contexte, les réseaux dits RIP sont des réseaux publics, des biens publics, dans des zones géographiques marquées par une faible densité relative et par une activité économique également fondamentalement différente de celle qui peut exister dans les zones très denses par exemple.

L'activité au sein des RIP, et par conséquent l'activité des entreprises délégataires de service public qui opèrent dans ces zones, est juridiquement encadrée par le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après CGCT) et plus précisément par son article L1425-1, qui prévoit également les modalités d'intervention de l'ARCEP au sein de ces zones. Dès lors, les dispositions envisagées par l'ARCEP au sein des RIP doivent se limiter au périmètre d'intervention prévu à l'article L1425-1 du CGCT, sans que l'Autorité puisse étendre ce périmètre en envisageant une application au sein des RIP de l'ensemble des dispositifs prévus dans le CPCE.

La possibilité pour l'ARCEP d'intervenir sur le périmètre des RIP revêt par ailleurs un caractère exceptionnel au regard par exemple de l'impossibilité pour une autorité telle que l'Autorité de la concurrence de se saisir de pratiques de collectivités locales. Il appartient donc à l'ARCEP de prendre en compte une lecture spécifique des objectifs de l'article L32-1 du CPCE lorsqu'elle envisage de prendre des mesures relatives à des réseaux publics.

TDF note pourtant que l'ARCEP construit à travers ce deuxième document de consultation une approche de régulation monolithique là où les situations juridiques, techniques et économiques imposeraient une approche nuancée fondée sur une compréhension précise et partagée de l'économie - au sens global - des réseaux d'initiatives publiques.

TDF demande donc à l'ARCEP - dans l'hypothèse où elle maintenait une posture d'accroissement des contraintes de régulation - de mener une analyse distincte de la situation des réseaux privés et des réseaux RIP.

- 3. La création de nouvelles obligations tel qu'envisagé dans le document de consultation doit être motivée notamment au regard des objectifs définis à l'article L32-1 du CPCE et évidemment proportionnée à l'atteinte de ces objectifs. Le seul fait que des obligations pèsent sur Orange ou que de nouvelles dispositions seraient souhaitées par les opérateurs commerciaux d'envergure nationale (ci-après OCEN) ne permet pas de justifier leur imposition aux OI alternatifs.**



Dans l'hypothèse où l'ARCEP passerait outre une analyse juridique sérieuse sur l'articulation des articles du CPCE et du Code européen, TDF s'étonnerait de l'absence globale de motivations des pistes de régulation envisagées dans le document.

Il semblerait en effet que l'objectif de l'Autorité serait ici de transférer des obligations imposées à Orange à l'ensemble des acteurs selon un schéma encore peu lisible : parfois une recommandation, parfois une décision. En outre, l'ARCEP propose dans les documents relatifs à la régulation de la puissance de marché d'Orange de nombreux développements visant à démontrer le caractère proportionné des obligations de l'opérateur historique, ce qu'elle ne prend pas la peine de faire concernant les obligations envisagées pour les OI alternatifs.

TDF estime par ailleurs qu'un rééquilibrage du niveau d'écoute de l'ARCEP est nécessaire concernant les positions des OI et des OCEN, le document de consultation étant singulièrement orienté pour prendre en compte les souhaits exprimés ou supposés des OCEN. Cette situation pourrait créer un déséquilibre du marché et conduire au renforcement de l'oligopole sur le marché aval.

Dans ce contexte, TDF n'a pas réussi, en ce qui concerne l'essentiel des projets de nouvelles obligations, à identifier les éléments les motivant et justifiant leur caractère proportionné.

Aussi, dans l'hypothèse où l'ARCEP maintenait son analyse de la situation réglementaire, TDF demande à l'Autorité d'apporter des éléments permettant de justifier le caractère proportionné des obligations envisagées pour les OI alternatifs.

Au final, TDF considère qu'il appartient à l'ARCEP de s'assurer du caractère justifié et proportionné du cadre de régulation qu'elle crée sur la base de l'article L34-8-3 du CPCE. TDF estime qu'à cette fin, il appartient à l'Autorité de bien prendre en considération les commentaires des OI, ce qui n'a de fait que très peu été le cas au moment de la rédaction du document de consultation.

TDF remercie donc vivement l'Autorité pour la prise en compte de sa contribution qui comprend outre les trois observations introductives, les réponses aux différentes questions développées dans le corps du présent document.

TDF appelle en particulier l'ARCEP à faire preuve d'une vigilance particulière quant aux points suivants :

- Justification et motivations des nouvelles obligations envisagées et en particulier celles relatives aux systèmes comptables, à l'architecture des réseaux et des offres ou encore aux obligations de transparence ;
- Analyse des conséquences économiques de la mise en œuvre des nouvelles obligations envisagées ;
- Prise en compte des caractéristiques spécifiques des réseaux d'initiatives publiques, notamment sur les questions relatives à la durée des droits d'usage ou du droit de revente pour des opérateurs financiers ;
- Rééquilibrage de l'écoute concernant les positions des OI et des OC pour éviter de créer un déséquilibre manifeste des situations.



Sommaire de la réponse de TDF

1. PROPOS INTRODUCTIFS	2
2. COMMENTAIRES DE TDF SUR LA DISPONIBILITE DE LA FIBRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.....	9
Partie 2.2 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour le raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande	9
Partie 2.3 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour le raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés.....	9
Partie 2.4 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour les processus de signalement et de correction des données manquantes ou erronées dans le fichier des informations préalables enrichies.....	11
3. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES GARANTIES DE NON-DISCRIMINATION OPERATIONNELLE ET TECHNIQUE	13
4. COMMENTAIRES DE TDF SUR L'ADAPTATION DES MODALITES D'ACCES AUX LIGNES FTTH POUR LES LOCAUX NON RESIDENTIELS.....	15
Parties 4.1 et 4.2 : Commentaires de TDF sur l'obligation envisagée par l'Arcep de proposer des offres avec un premier et un second niveau de qualité de service renforcée sur les lignes FttH	16
Partie 4.3 : Commentaires de TDF sur les précisions apportées par l'ARCEP concernant les offres d'accès avec qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture.....	17
Partie 4.4 : Commentaires de TDF sur les autres offres à destination des entreprises.....	19
Partie 4.5 : Commentaires de TDF sur l'offre de raccordement distant en location	20
Partie 4.6 : Commentaires de TDF sur l'utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobile	20
5. COMMENTAIRES DE TDF SUR LA QUALITE DE SERVICE SUR LES RESEAUX FTTH..	22
Partie 5.1 : Commentaires de TDF sur les engagements contractuels vis-à-vis des opérateurs clients et les mécanismes de pénalités associés	22
Partie 5.2 : Commentaires de TDF sur l'obligation de respect de seuils chiffrés.....	22
Partie 5.3 : Commentaires de TDF sur la publication d'indicateurs de qualité de service	23
Partie 5.4 : Commentaires de TDF sur les points de vigilance mis en exergue par l'ARCEP en matière d'exploitation	23



Partie 5.4 : Commentaires de TDF sur la mise en œuvre des protocoles Interop'fibre	24
6. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES MODALITES DE L'ACCES DES OPERATEURS COFINANCEURS AUX RESEAUX MUTUALISES EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE...	26
Partie 6.1 : Commentaires de TDF sur les droit d'usage d'une durée d'au moins 40 ans.....	26
Partie 6.2 : Commentaires de TDF sur la pérennité des droits d'usage en cas de cession de tout ou partie d'un réseau FttH	27
7. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES OBLIGATIONS COMPTABLES	28

2. Commentaires de TDF sur la disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire

TDF se positionne actuellement exclusivement sur les zones les moins denses du territoire et déploie dans deux types de zones spécifiques : les zones RIP et la zone AMEI des Yvelines. Aussi, TDF ne commentera pas ici les développements relatifs aux obligations de complétude au sein des zones très denses.

TDF contribuera ainsi ci-après aux réflexions de l'Autorité sur les sujets relatifs au raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande, au raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés et enfin aux problématiques de « référentiel adresses ».

Partie 2.2 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour le raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande

Dans le cadre des délégations de service public dont le groupe TDF a actuellement la responsabilité, la possibilité de recourir à la notion de logement et de locaux dits raccordables sur demande n'est pas envisagée.

Toutefois, au regard de sa connaissance du marché, TDF estime que le délai proposé par l'ARCEP (6 mois maximum) n'est pas incompatible avec la réalité opérationnelle des déploiements et les demandes des collectivités locales. Une vigilance particulière doit néanmoins être respectée quant à l'articulation de ce processus avec celui relatif à l'arrêt de la commercialisation des offres ou de la technologie « cuivre ».

TDF estime par ailleurs raisonnable qu'un mécanisme précis de couverture de coûts exceptionnels soit prévu par l'ARCEP dans le cadre du raccordement de locaux isolés.

TDF souhaite ainsi attirer l'attention de l'Autorité sur le fait qu'une péréquation tarifaire n'est pas toujours envisageable sur l'ensemble du territoire dans la mesure où des surcoûts de raccordement peuvent être observés et devraient pouvoir être couverts par les OI.

Partie 2.3 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour le raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés

Concernant les locaux neufs, les locaux additionnels et les commandes sans adresses, l'ARCEP envisage d'imposer aux OI le respect de différents délais de raccordement, une fois le délai de complétude sur la zone atteint :

- Raccordement des immeubles et lotissements neufs : 6 mois
- Raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés : 6 mois
- Raccordement à la suite d'une commande sans adresse normalisée : 3 mois



En premier lieu, TDF souhaite souligner de manière claire et explicite les conditions nécessaires au respect des délais de raccordement des locaux envisagés par l'ARCEP. En effet, ces délais ne sauraient être réellement envisageables et donc opposables que sous réserve du respect des hypothèses suivantes :

1. Les raccordements visés sont envisageables dans le cadre de l'architecture du réseau existant sur la zone, c'est-à-dire qu'ils peuvent être compris dans un volume de raccordements supplémentaires cohérent avec la réserve du réseau existant.
Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où ces nouveaux raccordements imposeraient la construction de nouveaux PM et de nouvelles prises, TDF estime qu'un délai minimum d'un an serait nécessaire afin de réaliser l'ensemble des étapes indispensables à de tels raccordements (études, consultation de lots, choix des sous-traitants etc.).
2. Les raccordements visés n'imposent pas de travaux complexes particuliers (par exemple, la nécessité de traverser un pont).
Dans le cas contraire, les délais de raccordement envisagés par l'Arcep devraient être adaptés aux particularités des travaux à engager.
3. Aucune contrainte exogène ne limite la capacité de réalisation des raccordements. L'obligation ne saurait être opposée en cas de blocages administratifs ou d'absence de fourreaux disponibles pour l'adduction entre la chambre Orange et la limite du domaine privé par exemple.
La disponibilité du génie civil d'Orange est essentielle au respect des délais envisagés. En l'absence de fourreaux disponibles et utilisables, ces délais ne sauraient être opposables. La question de la disponibilité des fourreaux d'Orange est une question posée dans le cadre de l'analyse du marché de la fourniture de génie civil ou sera nécessairement posée également dans le cadre du cahier des charges relatif au service universel.

En outre, TDF identifie des situations pour lesquelles des zones d'incertitude existent quant aux responsabilités des acteurs en matière de raccordement d'une part et aux délais de raccordement envisageables d'autre part.

C'est notamment le cas de locaux à usage professionnel pour lesquels le nombre de raccordements attendus par les clients n'est pas anticipable *ex ante*. TDF s'interroge par exemple sur le nombre de raccordements qui seraient nécessaires dans le cas d'une commande portant sur un local de type « Centre Commercial » ou dans le cas plus général d'un local neuf entièrement dédié aux entreprises. Dans ces deux cas, et en particulier dans le premier, un câblage interne spécifique devrait très probablement être créé, notamment en fonction des usages attendus. Ce câblage serait potentiellement très différent des câblages effectués dans les locaux particuliers ou les immeubles. Ces situations font appel à des compétences propres à un métier spécifique qui s'éloigne de celui des OI déployant des réseaux de fibre optique de type « BLOM ». Une réglementation spécifique pourrait être envisagée par l'ARCEP pour couvrir ces types de raccordement, donnant lieu à une tarification elle-même spécifique.

TDF s'interroge également sur la responsabilité des différents acteurs dans la réalisation de la desserte interne des locaux rénovés ou réhabilités. Les constructeurs ont en effet cette



responsabilité dans le cas de locaux neufs, mais des incertitudes demeurent dans le cas précis des rénovations/réhabilitations de locaux.

Enfin, dans le cas de commandes sans adresses normalisées, TDF considère que le délai de 3 mois envisagé par l'Autorité pour effectuer le raccordement à compter de la commande d'un OC n'est réaliste que dans la mesure où il est établi que le fibrage interne du local visé est totalement réalisé au préalable. Sous le respect de cette condition uniquement, TDF serait en mesure d'ajouter une adresse à ce local et de réaliser le raccordement et l'adduction.

Partie 2.4 : Commentaires de TDF sur les dispositions envisagées pour les processus de signalement et de correction des données manquantes ou erronées dans le fichier des informations préalables enrichies

L'Autorité envisage d'imposer un processus de remontée et de correction des informations relatives aux adresses manquantes ou incorrectes dans les fichiers d'échanges de flux entre les OI et les OC, avec des délais maximaux de correction des informations par les OI. TDF estime que ce type de dispositions pourrait s'avérer utile.

La fiabilité des adresses est en effet un enjeu majeur, notamment pris en charge dans le cadre du groupe Interop'Fibre. Le partage de bonnes pratiques, en particulier sur la remontée des informations erronées, incohérentes ou manquantes s'avère utile afin d'améliorer la commercialisation des offres FttH.

Néanmoins, il est essentiel de limiter le champ des obligations envisagées par l'ARCEP aux informations effectivement nécessaires à la prise de commande par un OC, en définissant un niveau de criticité qui justifierait la mise en place d'engagements par l'OI en termes de délais de correction ou d'ajout d'informations. TDF précise en outre que dans des cas complexes, un délai de 3 semaines peut être insuffisant pour permettre à l'OI de corriger ou compléter l'IPE.

Il est par ailleurs à noter que les SI des OC ne sont pas homogènes et qu'une erreur pour l'un peut ne pas en être une pour l'autre. Par exemple, un OC peut estimer qu'il existe une erreur sur une adresse qui est parfaitement acceptée dans les SI des autres OC. Une modification de cette information par l'OI pourrait engendrer la résolution de l'erreur pour un OC tout en créant de nouvelles erreurs pour les autres OC. TDF estime qu'il serait opportun et efficace d'aligner les référentiels des OC sur ceux de l'OI. Par exemple, pour les adresses, le champ « identifiant immeuble » de l'IPE, qui est la référence de l'OI, devrait être exploité par tous les OC, éliminant notamment tout risque de « coquilles » dans le renseignement des adresses.

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 2

Les évolutions des obligations envisagées par l'ARCEP sur le sujet de la disponibilité de la fibre optique dans les zones moins denses apparaissent pertinentes en ce qu'elles présentent une volonté louable de définir un cadre pour les raccordements résiduels. Néanmoins, TDF constate que les propositions d'évolutions décrites par l'Autorité achoppent *a minima* sur des difficultés techniques : état du génie civil, dimension des réseaux, dimensionnement des



locaux, état des SI des OC, etc. Aussi, TDF recommande à l'Autorité de dresser un état des lieux complet des différentes situations avant d'intégrer ce type d'obligations - pour lesquelles aucune étude d'impact n'a été menée - dans une éventuelle nouvelle décision.

3. Commentaires de TDF sur les garanties de non-discrimination opérationnelle et technique

TDF n'étant pas un opérateur verticalement intégré, les développements relatifs aux obligations imposées ou envisagées pour ce type d'acteurs ne feront pas l'objet de commentaires spécifiques ci-après. TDF souhaite simplement faire part ici de son incompréhension concernant la création d'une obligation dite de « report » et de quelques éléments concernant les autres sujets soulevés dans le document de consultation.

Concernant le mécanisme de report envisagé par l'Autorité, c'est-à-dire le développement et la mise en œuvre de mécanismes SI permettant le report de l'ouverture commerciale de lignes FttH concernant tous les PM pour lesquels la date de livraison des prestations nécessaires à l'effectivité de l'accès n'est pas compatible avec la date d'ouverture programmée de la commercialisation de la ligne, TDF fait face à une incompréhension totale.

Ce mécanisme correspondrait à une obligation imposée aux OI de développer et de mettre en œuvre des SI spécifiques pour traiter une situation qui, d'après l'expérience de TDF, ne se réalise pas - sauf peut-être, et cela semble être le sens des développements du document de consultation, dans les IPE d'Orange. TDF n'identifie pas le besoin d'imposer une telle obligation aux OI non intégrés et par conséquent, n'identifie ni sa justification ni sa proportionnalité. TDF a déjà eu l'occasion d'exprimer sa position sur le sujet à plusieurs reprises et notamment lors de réunions multilatérales à l'ARCEP.

Par ailleurs, concernant la localisation et la gestion des demandes d'accès aux PM et aux PRDM, TDF apporte les deux précisions suivantes. En premier lieu, l'utilisation du réseau d'infrastructure de génie civil d'Orange fait partie intégrante des choix de politique industrielle de TDF, les PM et PRDM construits par TDF se situant de ce fait à proximité de ce réseau. Néanmoins, il est évident que TDF n'est pas en mesure de garantir, en toutes circonstances, la non saturation du réseau d'Orange. La question de la disponibilité et de l'utilisation du génie civil d'Orange est une question majeure qui est notamment traitée dans le cadre de l'analyse de marché sur l'accès au génie civil d'Orange. En second lieu, TDF tient à préciser qu'elle propose déjà et sur l'ensemble de ses territoires des offres d'accès distant NRO-PM.

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 3

TDF se permet de concentrer sa conclusion sur un seul point qui lui apparaît crucial : il n'est pas envisageable que des obligations lui soit imposées sur la seule justification qu'elles sont imposées à Orange, opérateur verticalement intégré et disposant d'une part de marché significative ou bien qu'il appartiendrait aux OI alternatifs de se caler avec la plus grande précision sur le réseau de l'opérateur historique. Aussi, TDF demande à l'ARCEP de ne pas maintenir l'obligation « de report » dans une éventuelle recommandation et d'adopter une démarche souple quant à l'organisation industrielle des opérateurs alternatifs - qui d'ailleurs

ne relèvent pas d'un sujet de discrimination. Au final, une simple obligation de ne pas discriminer les OC entre eux répondrait très largement au risque de fait non réalisé identifié par l'Autorité.

4. Commentaires de TDF sur l'adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels

Dans la partie 4 du document de consultation, l'ARCEP propose d'imposer des adaptations des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels. Ces propositions imposent à TDF de préciser quelques éléments à titre liminaire.

Ainsi, avant de répondre aux questions posées, TDF tient à informer le plus clairement possible l'Autorité de son étonnement relatif au fait que :

- i) les notions de lignes et de réseau FttH sont malencontreusement confondues dans le document, ce qui crée naturellement des incompréhensions. Dans l'ensemble du document de réponse, nous considérons que nos positions sont relatives à l'utilisation du réseau FttH.
- ii) les propositions d'obligations envisagées par le régulateur sont peu ou prou des transferts d'obligations portant actuellement sur Orange et issues des relations entre cet opérateur puissant et son régulateur et ;
- iii) l'ARCEP confond les notions de modalités d'accès et de régulation *ex ante* d'opérateurs puissants.

Il apparaît en effet que les obligations envisagées par l'Autorité - certainement pertinentes pour Orange - ne reposent ici et notamment pour les OI alternatifs sur aucune justification, apparaissent disproportionnées et semblent même en contradiction avec le cadre européen dont l'analyse par l'Autorité mérite d'être approfondie.

Cette incompréhension entre les différents outils législatifs et réglementaires mis à la disposition de l'Autorité est évidente quand est analysée la volonté affichée de l'ARCEP de prendre la place des collectivités locales et d'imposer des prescriptions sur leurs catalogues de service - et par translation sur les Offres de Référence.

Il semblerait par ailleurs que l'ARCEP souhaite, au travers des dispositions qu'elle envisage dans cette partie du document de consultation, favoriser le développement d'une concurrence sur le marché entreprises. TDF estime que l'Autorité devrait analyser de façon distincte la situation concurrentielle observée sur le marché entreprises du réseau cuivre et celle sur le réseau fibre. Le déploiement des boucles locales optiques mutualisées s'effectuant, par construction, par plusieurs opérateurs, le réseau fibre permet une situation concurrentielle structurellement différente de celle observée sur le réseau cuivre. TDF note en outre que des OC alternatifs sont également susceptibles d'animer la concurrence sur ce marché. TDF estime donc qu'il n'est pas nécessaire de transférer les obligations d'Orange sur le marché fibre dans la mesure où ce marché permet le développement d'une concurrence sur le segment entreprises notamment.

TDF s'interroge également sur l'absence de prises en compte réelle des contraintes d'exploitation ou de pilotage économique des réseaux des OI et plus généralement de l'économie des RIP au sens

holistique du terme. Aucune étude sérieuse n'est menée quant aux conséquences de la mise en œuvre des souhaits de l'Autorité.

Par ailleurs, et dans ce sens, TDF relève qu'aucune étude n'est réalisée quant à la pertinence d'une tarification en mode IRU d'offres de qualité renforcée sur les réseaux des collectivités publiques - dont le tissu économique est différent de celui des zones très denses ou des zones AMII.

Au final, l'ARCEP comprendra que TDF s'oppose clairement à l'imposition non justifiée d'obligations spécifiques. Toutefois, dans une démarche constructive, TDF répondra ci-après aux différentes questions techniques posées par l'ARCEP.

Parties 4.1 et 4.2 : Commentaires de TDF sur l'obligation envisagée par l'Arcep de proposer des offres avec un premier et un second niveau de qualité de service renforcée sur les lignes FttH

L'Arcep envisage d'imposer aux OI l'obligation de proposer des offres incluant des GTR 10HO et des GTR 4HO sur la BLOM et précise les processus de signalisation des pannes par les OC et de réparation par les OI.

En premier lieu, TDF relève qu'il s'agit d'une intervention qui ne lui apparaît pas proportionnée au regard de la situation du marché - en particulier sur les RIP où la demande est faible - et difficilement justifiable sur la base du seul article L34-8-3 du CPCE dont l'objectif est très éloigné de celui d'offrir à l'ARCEP la faculté de construire les plans de marketing stratégique des OI et des collectivités publiques.

[CONFIDENTIEL]

Par ailleurs, TDF souligne ici l'incongruité de la position de l'ARCEP qui voudrait que l'OI fasse droit aux demandes des OC qui exigeraient un SAV de bout en bout par l'OI avec notamment une intervention sur ses équipements. L'OI n'est en effet pas en mesure de s'engager sur des réseaux et des équipements qui ne sont pas les siens et sur l'utilisation des référentiels techniques des OC.

Enfin, pour répondre plus spécifiquement aux questions 3 et 4 du document de consultation, TDF précise qu'il est évidemment nécessaire d'identifier des cas d'exemption du respect de la GTR pour les deux niveaux de qualité de service renforcée. Doivent notamment être *a minima* pris en compte les cas de non-respect de la GTR qui seraient dû :

- A des travaux programmés par l'OI et notifiés à l'OC ;
- A des faits ou omissions de l'OC ou de tout intervenant agissant pour le compte de l'OC ;
- A des pannes d'équipements et/ou applications appartenant à l'OC ou à des pannes ou défaillances dont l'origine est le fait de l'OC, de ses sous-traitants ou de ses clients finals ;
- A une utilisation du service par l'OC non conforme au contrat qui le lie à l'OI ou aux normes et règles techniques en vigueur ;



- A des demandes de l'OC d'intervention de l'OI pour, par exemple, effectuer des tests, modifier un service ou encore suspendre un service ;
- A des cas de force majeure.

Par ailleurs, des pénalités doivent pouvoir être appliquées par les OI aux OC, notamment en cas de signalements d'incidents à tort, de déclenchements d'interventions de l'OI à tort ou encore dans le cas de commandes non conformes ou incohérentes.

Partie 4.3 : Commentaires de TDF sur les précisions apportées par l'ARCEP concernant les offres d'accès avec qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture

L'ARCEP précise que certains OI ont choisi de mettre en place des adaptations d'architecture afin de proposer des offres d'accès avec qualité de service renforcée, différents types d'adaptations étant observés par l'ARCEP sur le marché.

Comme indiqué précédemment, TDF estime qu'il appartient aux OI, ainsi qu'aux collectivités locales dans le cadre des RIP, de définir leur stratégie marketing et de s'assurer de l'effectivité des GTR proposées grâce à des catalogues de service s'appuyant sur des organisations d'exploitation et des architectures adaptées. Les OI doivent pouvoir disposer de la possibilité de choisir leur propre organisation d'exploitation et l'architecture de leur réseau afin qu'elles soient les plus adaptées aux besoins de la collectivité délégante et de leurs clients. Ainsi, dans l'hypothèse où l'ARCEP envisagerait d'imposer ce type d'obligations, TDF considère que ces dispositions seraient clairement disproportionnées et en tout état de cause inefficaces au regard des spécificités des réseaux déployés sur les différents territoires.

Pour répondre plus spécifiquement à la question 5 posée par l'ARCEP, [CONFIDENTIEL] TDF estime ainsi que les autres adaptations d'architecture observées par l'ARCEP ne sont pas indispensables sur ses réseaux afin de garantir des niveaux de GTR satisfaisants. TDF souhaite également attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que la généralisation de la pose d'un PBE en plus du PBO sur le réseau FttH, telle qu'apparemment observée par l'ARCEP, engendrerait des surcoûts et délais inutiles et absolument non prévus dans les plans d'affaires et dans les négociations contractuelles de TDF, sans que les revenus correspondants ne soient certains.

Dans son document de consultation, l'ARCEP fait également part de sa volonté d'imposer aux OI des offres de cofinancement pour les offres d'accès à qualité renforcée. TDF tient à partager son incompréhension totale face à la démarche envisagée par l'ARCEP. En premier lieu, TDF estime que l'ARCEP devrait au préalable analyser les tenants et aboutissants d'un tel projet, que ce soit en matière de conditions de mise en application de telles offres de cofinancement, de modalités tarifaires ou encore d'impacts sur les modalités des offres de cofinancement déjà en vigueur sur les réseaux FttH. En outre, TDF a les plus grandes difficultés à déterminer l'objectif poursuivi par l'ARCEP spécifiquement dans les zones moins denses, dans lesquelles les volumes sont, par définition, relativement faibles. Il est enfin à noter que la mise en place d'offres de cofinancement pour ces offres à qualité renforcée pourrait créer des barrières à l'entrée pour les petits opérateurs commerciaux.

Le document de consultation fait ensuite état de différentes dispositions envisagées par l'ARCEP en matière de mise à disposition d'informations par les OI à destination des OC, d'obligations pour



les OI de proposer des modalités de raccordement en mode STOC y compris pour les offres avec architecture adaptée et de délais de mise à disposition de PBE.

De manière générale et comme indiqué précédemment, TDF estime que la régulation mise en place par l'ARCEP doit avoir pour objectif final la garantie du bon fonctionnement du marché FttH dans son ensemble. Or, les dispositions envisagées par l'ARCEP sont clairement orientées vers l'intérêt des OCEN, sans prise en compte des conséquences opérationnelles et financières pour les OI et de l'intérêt pour le marché de manière globale.

En premier lieu, concernant les informations devant être ajoutées dans les IPE selon l'ARCEP, pour les éléments de réseau et les adaptations déployés à la demande, dans un délai d'un jour calendaire, TDF souhaite avoir l'opportunité de comprendre l'intérêt d'une telle disposition pour le marché. TDF précise que les informations listées par l'ARCEP ne sont pas actuellement présentes dans ses référentiels car elles ne présentent pas d'intérêt opérationnel particulier.

Par ailleurs, concernant la fourniture d'un outil permettant aux OC de planifier la prise de rendez-vous client dans le cadre d'un raccordement final par l'OI (mode OI), TDF souhaite indiquer à l'ARCEP que cette disposition peut être problématique pour les offres FttE, qui s'apparentent à des offres sur-mesure. Des travaux traitant de cette problématique sont en cours au sein d'Interop'fibre.

De plus, l'ARCEP estime que le raccordement final par l'OC (mode STOC) doit être accepté par l'OI y compris pour les offres avec architecture adaptée, tout en rappelant néanmoins que seul l'OI demeure responsable de la fourniture de la qualité renforcée. TDF ne peut que rappeler ici la nécessaire prise en compte des intérêts de l'ensemble des acteurs du marché par l'ARCEP en vue de garantir, *in fine*, son bon fonctionnement. Cette disposition prévue par l'ARCEP est incompréhensible pour TDF, qui, comme d'autres OI, a alerté à plusieurs reprises l'ARCEP, y compris dans sa réponse à la consultation précédente (Document Bilan & Perspectives) des difficultés rencontrées dans le cadre du mode STOC. TDF maintient qu'un haut niveau de qualité de service ne peut être garanti sans la maîtrise des interventions et des intervenants sur le réseau FttH, ce qui est incompatible avec un raccordement final en mode STOC. Ainsi, pour répondre spécifiquement à la question 8 posée par l'ARCEP, TDF s'oppose à l'obligation d'accepter un raccordement final en mode STOC dans le cas des offres à qualité de service renforcée, l'intérêt de cette disposition pour le marché n'étant absolument pas établi. TDF ne conçoit d'ailleurs pas que cette question se pose alors même que la pertinence et l'efficacité du mode STOC sur les offres sans garanties est remise en question par les collectivités locales.

Enfin, l'ARCEP estime que l'OI devrait mettre à disposition de l'OC un PBE sous 6 semaines dans le cas où celui-ci n'existerait pas. TDF rappelle qu'elle n'a pas choisi de généraliser la pose de PBE dédiés pour garantir de hauts niveaux de qualité de service, cette adaptation d'architecture n'étant pas indispensable au respect de hauts niveaux de GTR. Ainsi, TDF souhaite faire part de son incompréhension quant à la volonté de l'ARCEP d'imposer aux OI de telles adaptations, alors même qu'aucune difficulté n'a été détectée avec les choix alternatifs effectués par TDF, qui répondent aux besoins de ses clients. TDF souligne malgré tout que dans l'hypothèse où de telles adaptations seraient nécessaires, un délai de 6 à 8 semaines pour la pose d'un PBE pourrait être envisagé.



Dans son document de consultation, l'ARCEP s'attache ensuite à définir les dispositions qu'elle envisage pour faciliter la migration inter-opérateurs et interroge les acteurs à ce sujet au travers de la question 9. TDF souhaite tout d'abord souligner le fait que le processus à mettre en place pour permettre la création/résiliation ou la reprise de ligne doit permettre de sécuriser le service afin de se prémunir des problèmes d'écrasement à tort dans les situations de *churn*. Ces difficultés constituent en effet le principal obstacle au bon fonctionnement de l'activité dans ces situations. Par ailleurs, le processus proposé par l'ARCEP, consistant notamment à réaliser le premier raccordement en multifibre pour les offres répondant au second niveau de qualité de service, engendrerait des coûts additionnels substantiels pour les OI, qu'il convient de prendre en considération. En outre, ce processus ne fait pas partie de la pratique de TDF qui ne le considère pas nécessaire. A l'instar des adaptations d'architecture du réseau que les OI peuvent mettre en œuvre afin de garantir de hauts niveaux de qualité de service, les OI devraient pouvoir choisir les solutions les plus adaptées aux spécificités de leur réseau et aux besoins de leurs clients dans le cas de création/résiliation ou reprise de ligne.

Enfin, cette partie 4.3 du document de consultation traite du nécessaire développement, selon l'ARCEP, d'interfaces conjointes pour les produits sur les réseaux FttH, permettant de gérer l'éligibilité, la prise de commande, la commande, la livraison et le SAV entre les offres sans et avec qualité de service renforcée sur la BLOM, qu'elle soit adaptée ou non. TDF soutient la volonté de l'ARCEP de voir se développer de telles interfaces conjointes qui permettent de fluidifier les échanges entre acteurs et qui participent, *in fine*, au bon fonctionnement du marché. TDF est d'ores et déjà engagée dans cette démarche et participe aux travaux menés dans les différents groupes de travail d'Interop'fibre de manière à normaliser du mieux possible les échanges. TDF souhaite néanmoins souligner le fait que le marché entreprise est constitué d'une multitude d'acteurs alternatifs, qui ont besoin de processus adaptés. Il est nécessaire de veiller au fait que le développement d'une interface SI ne constitue pas au final une barrière à l'entrée.

Partie 4.4 : Commentaires de TDF sur les autres offres à destination des entreprises

Dans cette partie, l'ARCEP envisage des recommandations permettant la commande par les OC de plusieurs accès dans un même local d'une part et visant à mettre en œuvre de la double adduction sur la BLOM d'autre part.

La commande par un client final de plusieurs accès dans un même local est tout à fait possible, dans la limite des capacités existantes. Dans le cas contraire, des études spécifiques de faisabilité sont évidemment nécessaires, ce qui engendre des délais de réalisation. Il convient de souligner le fait que cette pratique n'est pas commune actuellement, de sorte que les systèmes d'information et les protocoles associés conduisent à un écrasement plutôt qu'à un doublement de l'accès dans ce type de situation. Ainsi, et étant donné les capacités de la bande passante disponibles sur la fibre, un couplage de la fibre pour plusieurs services semble plus adéquat qu'un doublement de celle-ci. Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où une bifibre serait nécessaire ou imposée, alors l'offre correspondante s'accompagnerait de délais plus longs dans la mesure où il serait nécessaire d'une part de modifier les ingénieries validées par les collectivités locales, qui prévoient des raccordements monofibre et d'autre part de reconstruire des éléments de l'infrastructure.



Par ailleurs, TDF tient à partager son incompréhension et son inquiétude quant aux recommandations envisagées par l'ARCEP concernant l'offre de double adduction sur la BLOM. La double adduction correspond, sans ambiguïté possible, à une offre « sur-mesure », dont il n'a jamais été question dans le cadre des déploiements des réseaux FttH mutualisés. La volonté de l'ARCEP d'accueillir sur la BLOM des besoins entreprise très spécifiques, ainsi que d'autres usages comme il en sera question dans la suite du document de consultation, indique une volonté de « tout FttH » qui n'a aucun sens technique et économique et qui est tout simplement antinomique avec la philosophie même des réseaux FttH qui vise à apporter le très haut débit fixe aux foyers français.

Néanmoins, dans le cas où une double adduction serait imposée, il serait de la responsabilité du propriétaire du local considéré de construire une double adduction jusqu'au réseau de fourreaux dans le domaine public. Il faudrait ensuite que ce propriétaire informe l'OI considéré de la nécessité éventuelle d'ajouter une ligne dans le local, ce qui nous renvoie à la situation précédente d'accès multiples dans un même local. Il est à noter que les référentiels de TDF ne permettent pas de détecter une double adduction puisqu'ils considéreront une même adresse et un même local.

Partie 4.5 : Commentaires de TDF sur l'offre de raccordement distant en location

TDF souhaite simplement indiquer à l'ARCEP qu'elle permet déjà aux OC de bénéficier de la modalité location pour l'offre de raccordement distant s'ils en expriment le besoin.

Partie 4.6 : Commentaires de TDF sur l'utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobile

Comme TDF a déjà eu l'occasion de l'indiquer à l'ARCEP dans sa réponse à la consultation sur le document Bilan & Perspectives, et comme rappelé brièvement ci-avant, TDF considère qu'une obligation consistant à imposer aux OI de répondre à des besoins industriels via une offre grand public (offre FttH) constituerait un non-sens-économique (négation du principe de discrimination de 3^{ème} degré) et technique (problématiques liées aux capacités des fourreaux et à l'allocation de la bande), en plus d'être totalement antinomique avec la philosophie des réseaux FttH mutualisés.

D'une part, il est problématique de mélanger des types de services très différents sur un réseau et une bande passante partagés et ce, sans garantie d'équité de traitement suivant les usages. D'autre part, une telle obligation créerait des risques liés notamment :

- au dimensionnement et à la capacité des réseaux FttH déployés dont l'objectif initial est de desservir les citoyens et les entreprises et non les besoins et les raccordements d'équipements associés aux nouveaux usages ;
- à la qualité de service et aux engagements associés proposés sur les réseaux FttH dans l'hypothèse où ceux-ci véhiculeraient des services additionnels ;
- à la gestion des priorités entre services et usages sur un réseau partagé.

En outre, une telle évolution imposerait un travail approfondi sur la définition des adresses et des zones de cofinancement. Ces dernières devraient en effet *a minima* être modifiées pour prendre



en compte les volumes associés à ces nouveaux points de raccordement. En réalité, TDF considère que des raccordements pour des besoins très spécifiques sont antinomiques avec le mécanisme même de cofinancement, remettant en cause le principe de base de non-exclusivité des IRU. En effet, l'utilisation de la fibre n'a jamais été pensée comme étant exclusive dans le cadre du cofinancement, le coinvestissement étant réalisé pour un bien commun (un parc de locaux raccordables) et non pour permettre de satisfaire le besoin d'un OCEN parmi d'autres.

TDF considère donc qu'il serait économiquement et techniquement pertinent de s'appuyer sur des offres à qualité de service élevées de type FttE, voire FttO, pour répondre à des besoins de raccordements spécifiques tels que par exemple les stations de base mobile. [CONFIDENTIEL]

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 4

Les dispositions envisagées par l'ARCEP concernant l'adaptation des modalités d'accès aux réseaux FttH pour les locaux non résidentiels laissent apparaître, selon une interprétation possible de ces dispositions, une volonté de l'Autorité d'utiliser le réseau FttH pour satisfaire l'ensemble des besoins des différents marchés aval. Cette position n'est pas acceptable.

En effet, les dispositions envisagées, selon la compréhension de TDF, portent sur une volonté d'offres spécifiques entreprises (GTR 4HO), d'offres « sur-mesure » (double adduction, pose de PBE), de réponse à des besoins « individuels » (usages particuliers) sur le réseau FttH mutualisé. Cette volonté de l'ARCEP ne peut être assouvie que par des modifications d'architectures, des catalogues de services et des organisations d'exploitation et de maintenance. Tout cela engendre nécessairement de l'incompréhension et des questionnements pour TDF, pouvant être résumés de la façon suivante :

- (i) Ces dispositions sont, selon TDF, antinomiques avec la philosophie du réseau FttH ; les offres FttE, voire FttO sont beaucoup plus adaptées aux types de besoins décrits ;
- (ii) Ces dispositions sont, pour certaines, antinomiques avec le mécanisme de cofinancement, et notamment le principe de non-exclusivité des IRU ;
- (iii) Le document de consultation ne permet pas à TDF de saisir l'intérêt opérationnel de telles dispositions et la manière dont elles participeraient à l'amélioration du fonctionnement du marché dans son ensemble. La question de la proportionnalité des mesures envisagées se pose ici avec la plus grande acuité ;
- (iv) Le document de consultation ne fait aucunement référence aux surcoûts et contraintes d'exploitation que cela engendrerait pour les OI, aux évolutions tarifaires, voire des niveaux de subvention, qui devraient être envisagées, dans l'hypothèse où ces dispositions viendraient s'imposer aux OI.

TDF demande ainsi à l'ARCEP de faire évoluer ses propositions à la lumière de l'objectif qui lui appartient de poursuivre, c'est-à-dire le développement de conditions d'accès et d'interconnexion opérationnelles, et de son obligation de motivation des décisions ou des recommandations qu'elle définit.

5. Commentaires de TDF sur la qualité de service sur les réseaux FttH

L'ARCEP décrit dans cette partie de son document de consultation les obligations qu'elle entend imposer aux OI en termes d'atteinte de niveaux de qualité de service, de seuils de qualité de service à respecter ainsi que d'indicateurs à publier et à transmettre à l'ARCEP.

Comme TDF l'a déjà signalé dans sa réponse à la consultation sur le document Bilan & Perspectives, une extension de l'obligation de respect de seuils ou de critères définis dans le cadre de la régulation de l'acteur historique en position dominante aux OI alternatifs serait une mesure manifestement disproportionnée au titre de la définition de modalités d'accès en application des articles L34-8 et L34-8-3 du CPCE. Tout comme les dispositions envisagées dans la partie précédente sur l'adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels, les obligations envisagées ici sont peu ou prou des transferts d'obligations portant actuellement sur Orange et issus à la fois des relations entre cet opérateur puissant et son régulateur et des problèmes observés par l'ARCEP en matière de qualité de service dans le cadre de l'activité de cet opérateur en particulier.

En conséquence, l'ARCEP comprendra que TDF s'oppose également à l'imposition non justifiée d'obligations de ce type. Toutefois, dans une démarche constructive, TDF répondra ci-après aux différentes questions posées par l'Autorité.

Partie 5.1 : Commentaires de TDF sur les engagements contractuels vis-à-vis des opérateurs clients et les mécanismes de pénalités associés

TDF précise tout d'abord qu'elle prévoit d'ores et déjà l'introduction de mécanismes de pénalités dans ses contrats, ceci de manière volontaire et en bonne coordination et entente avec ses clients, des discussions étant en cours avec les acteurs du marché. TDF ne peut que soutenir la position de l'ARCEP concernant la nécessaire proportionnalité des pénalités envisagées au regard de l'importance des manquements aux conditions de l'offre. TDF considère en sus que les pénalités qu'elle pourrait être amenée à payer à un client doivent également être proportionnées au tarif de l'offre d'accès choisie par ce client, des pénalités relativement élevées qui s'appliqueraient à des offres relativement peu onéreuses s'avèreraient en effet être disproportionnées.

Partie 5.2 : Commentaires de TDF sur l'obligation de respect de seuils chiffrés

L'ARCEP entend définir par indicateur des seuils de qualité de service à respecter pour les offres sans et avec qualité de service renforcée, à l'échelle de l'OI et par type de zone le cas échéant. Pour répondre spécifiquement à la question 13 posée par l'ARCEP, TDF estime qu'une maille départementale correspondant à la taille des délégations de service public serait davantage pertinente que la maille géographique envisagée par l'ARCEP dans son document de consultation.

Cette maille de DSP constitue en effet le niveau de pilotage existant sur plus de la moitié du territoire national et permettrait en outre aux collectivités délégantes de bénéficier de statistiques qui leur seraient utiles.

Dans l'hypothèse où, malgré les doutes qu'a TDF quant aux fondements juridiques d'une telle démarche, les dispositions envisagées par l'ARCEP seraient effectivement appliquées, TDF estimerait pertinent, pour répondre à la question 15 du document de consultation, qu'un mécanisme d'entrée en vigueur progressive soit mis en œuvre pour les offres avec qualité de service renforcée. Par ailleurs, TDF considère que les seuils planchers pour la production et le SAV des accès avec qualité de service renforcée envisagés par l'ARCEP sont suffisamment élevés pour garantir la qualité de service de ces accès.

Enfin, l'ARCEP envisage une transmission par les OI des valeurs mensuelles et trimestrielles pour tous les indicateurs, pour chaque offre sur la BLOM. TDF estime qu'une transmission des valeurs trimestrielles serait amplement suffisante pour permettre à l'ARCEP d'assurer un suivi de ces indicateurs et s'oppose fermement à une transmission de valeurs mensuelles qui serait extrêmement coûteuse à produire, sans qu'aucune justification de l'intérêt de cette périodicité ne soit proposée par l'ARCEP.

Partie 5.3 : Commentaires de TDF sur la publication d'indicateurs de qualité de service

L'ARCEP envisage des publications mensuelles par les OI des indicateurs de qualité de service. TDF souhaite faire par de sa plus grande incompréhension des objectifs poursuivis par l'ARCEP au travers de cette disposition. TDF souligne tout d'abord que l'objectif de suivi et de surveillance de la qualité de service par le régulateur est indépendant d'éventuelles publications des indicateurs, que ce soit par les OI ou par le régulateur lui-même. TDF demande ainsi à l'ARCEP de préciser les objectifs qu'elle poursuit en la matière, notamment concernant les OI non intégrés, opérateurs de gros uniquement, tels que TDF.

TDF est en outre formellement opposée à la publication de données individuelles d'entreprise, données couvertes par le secret des affaires. Seuls des indicateurs agrégés et anonymisés pourraient être publiés par l'ARCEP dans le cas où l'intérêt de telles publications serait avéré.

Partie 5.4 : Commentaires de TDF sur les points de vigilance mis en exergue par l'ARCEP en matière d'exploitation

L'ARCEP se dit ici vigilante aux problèmes de malfaçons dans la réalisation des raccordements finals et des brassages au PM, que ce soit en mode OI ou en mode STOC et interroge les acteurs via la question 16 sur la nécessité de prévoir de nouvelles obligations visant à remédier à ces difficultés et sur la forme que pourraient prendre ces obligations.

Comme l'indiquait de façon implicite l'ARCEP dans son document Bilan & Perspectives, le marché de détail du très haut débit se caractérise par une structure oligopolistique dans laquelle seuls les OCEN - présents également sur le marché de la téléphonie mobile - sont actifs et au sein de laquelle un opérateur dispose d'une part de marché pouvant généralement être associée à la



détention d'une position dominante (au sens des règles du droit de la concurrence). Dans ce contexte, les OI alternatifs non intégrés subissent clairement une contrainte liée à un contre-pouvoir acheteur disproportionné. Or, TDF relève qu'une concurrence dynamique et différenciante pourrait être animée par d'autres opérateurs qu'il conviendrait d'identifier et d'accompagner. Ainsi, TDF demande à l'ARCEP de réfléchir à la structure de marché de détail adaptée aux enjeux relatifs à la pénétration de la technologie fibre et à l'animation concurrentielle du marché et qui pourrait apporter des solutions au déséquilibre patent des forces entre les OC et les OI alternatifs. En toute hypothèse, TDF estime indispensable que l'ARCEP mette en œuvre une surveillance et un pilotage de cet oligopole, ce qui pourrait participer à limiter les difficultés d'exploitation rencontrées sur les réseaux FttH dans le cadre du mode STOC.

En outre, comme TDF a déjà eu l'occasion de l'indiquer à l'ARCEP dans sa réponse à la consultation Bilan & Perspectives et dans sa présente réponse au document de consultation, les dispositions envisagées par l'ARCEP laissent entendre qu'elle considère opportun de rendre les OI seuls responsables de la qualité de service offerte sur le réseau, alors même que le mode STOC devrait être accepté en toutes circonstances. Or, de manière évidente, le mode STOC ne permet pas la maîtrise par l'OI de toute sa chaîne de production, et ne permet donc pas à l'OI d'assurer la qualité de service sur tout le réseau. En conséquence, TDF estime que la responsabilité de la qualité de service devrait être partagée entre les OI et les OC dans le cadre du mode STOC, en faisant supporter les coûts afférents à l'ensemble des intervenants sur le marché (que ce soit en co-financement ou en location).

Partie 5.4 : Commentaires de TDF sur la mise en œuvre des protocoles Interop'fibre

L'ARCEP se dit vigilante au bon déroulement des travaux sur les protocoles d'échange d'information et de mutualisation et sur leur application exhaustive par tous les OI et interroge les acteurs avec la question 17 sur la nécessité d'envisager des obligations relatives aux processus de mutualisation des réseaux FttH et sur les formes que pourraient prendre ces obligations.

TDF tient à souligner le risque lié à la mise en œuvre de telles obligations, dans la mesure où les avancées proposées par Interop'fibre se font de manière unanime. Dans l'hypothèse où les solutions proposées deviendraient des obligations pénalisables, il semble opportun d'envisager un potentiel blocage des propositions qui pourraient être faites par Interop'fibre. TDF estime en outre que les protocoles issus d'Interop'fibre sont bien appliqués et ne comprend donc pas l'intérêt d'ajouter des obligations dans ce contexte.

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 5

En conclusion, TDF estime que l'ARCEP ne dispose pas des moyens juridiques lui permettant de transférer les obligations imposées à Orange en matière de qualité de service à l'ensemble des OI. En tout état de cause, la publication de données individuelles d'entreprise n'est pas envisageable car elle serait contraire au respect du secret des affaires. Enfin, TDF estime que les OI ne peuvent être tenus seuls responsables de la qualité de service lorsque le mode STOC est utilisé et considère que les coûts afférents devraient être partagés entre l'ensemble des

acteurs intervenants sur le réseau. TDF demande ainsi à l'ARCEP de revoir ses propositions à la lumière de ces éléments.



6. Commentaires de TDF sur les modalités de l'accès des opérateurs cofinanceurs aux réseaux mutualisés en fibre optique jusqu'à l'abonné

La partie 6 du document de consultation concerne deux sujets sur lesquels l'Autorité souhaite apporter des précisions : la durée et la pérennité des droits d'usage. Sur ces deux points, les propositions de l'ARCEP correspondent à la position de TDF et sont ainsi présentes dans son Offre de Référence.

Toutefois, TDF ne comprend ni le périmètre d'intervention ni l'articulation des arguments de l'Autorité et reviendra ci-après sur ces éléments.

Partie 6.1 : Commentaires de TDF sur les droits d'usage d'une durée d'au moins 40 ans

L'ARCEP estime raisonnable la demande d'un OC de disposer de droits d'usage d'au moins 40 ans. Pour justifier cette position, l'Autorité fait référence et s'appuie sur une décision de règlement de différend de 2018 « confirmée par la Cour d'appel de Paris »⁴. Aucune justification n'est *de facto* développée.

Une fois indiquée que l'Offre de Référence de TDF permet aux co-contractants de souscrire des droits d'usage sur des périodes longues et *de jure* indéterminées, TDF se permet de revenir sur son incompréhension quant au chemin parcouru par l'ARCEP pour atteindre sa conclusion.

TDF tient en effet à souligner l'absence de lien entre un règlement de différend sur la base de l'article L36-8 CPCE concernant Orange et Free et relatif aux modalités d'accès en zone AMII datant de 2018 et une recommandation qui serait prise en visant l'article L38-4-3 CPCE. Il s'agit bien de deux cadres réglementaires distincts.

Par ailleurs, l'idée même de comparer sans aucune réserve la situation des réseaux d'initiatives privées et celle des réseaux d'initiatives publiques démontre l'absence d'analyse sérieuse de cette question. Les situations des réseaux des zones AMII et notamment des réseaux déployés par l'opérateur disposant d'une part de marché de 70% sont très différentes - juridiquement et économiquement - des situations des réseaux d'initiatives publiques.

Au final, l'idée selon laquelle une décision de règlement de différend concernant Orange serait de fait ou de droit applicable aux collectivités locales apparaît sans fondement.

⁴ Document de consultation, p.57.

Dans ce contexte, TDF estime qu'il appartiendrait à l'ARCEP, si elle souhaitait développer ce point qui manifestement n'intéresse que Free, de clarifier une doctrine. Cette doctrine devrait nécessairement être fondée sur une analyse spécifique des différentes situations réglementaires. TDF sera naturellement disposée à participer à ces travaux.

Pour conclure, TDF s'interroge encore une fois ici sur le périmètre d'intervention de l'ARCEP. Il est en effet envisagé de préciser ces éléments dans une recommandation. TDF ne sait pas aujourd'hui identifier le statut d'une telle recommandation.

Partie 6.2 : Commentaires de TDF sur la pérennité des droits d'usage en cas de cession de tout ou partie d'un réseau FttH

L'ARCEP indique dans ces développements que l'Offre de Référence des OI doit prévoir, dans le cas où ils céderaient leurs réseaux, la reprise par les nouveaux OI des contrats en vigueur au moment de la cession.

Comme pour la question de la durée du droit d'usage, l'Offre de Référence de TDF prévoit cette situation dans le cadre du droit en vigueur.

TDF est toutefois étonnée de l'immixtion de l'ARCEP sur les questions de droit des contrats et de droit commercial.

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 6

Si les positions de l'ARCEP sur les questions relatives au fonctionnement du droit d'usage apparaissent pertinentes et sont d'ailleurs, en ce qui concerne TDF, déjà inscrites dans son Offre de Référence, il est essentiel que les acteurs du marché rappellent l'importance de la rigueur analytique et de la justification de l'intervention du régulateur sur les marchés. En l'espèce, TDF n'identifie pas dans le document de consultation les raisons qui motivent la volonté d'intervention de l'ARCEP, ne comprend pas l'articulation faite par l'Autorité entre les articles L38-4-3 et L36-8 CPCE en ce qui concerne la durée des droits d'usage et s'étonne de la volonté d'intervention dans les domaines du droit des contrats ou du droit commercial. Aussi, TDF invite l'ARCEP à la prudence soit en retirant ces sujets de la recommandation qu'elle envisage de publier soit en identifiant des éléments susceptibles de justifier la pertinence et la proportionnalité de l'intervention du régulateur.



7. Commentaires de TDF sur les obligations comptables

Dans son document de consultation Bilan & Perspectives et plus précisément à la fiche B.7 intitulée « Comptabilité des coûts des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné », l'ARCEP avait fait part de son projet de mise en place d'un cadre de restitution unifié de la comptabilité des coûts des réseaux FttH. Cette fiche contenait des questions d'ordre relativement général sur le principe de mise en place d'une obligation de comptabilité réglementaire dans le cadre d'une régulation improprement présentée comme une régulation « symétrique ».

En parallèle de cette consultation publique, l'ARCEP avait souhaité consulter, de manière privée, des opérateurs qu'elle juge représentatifs sur le marché, sur un premier projet de nomenclature comptable des réseaux FttH. Dans ce cadre, TDF avait fait part dans sa réponse de l'absence de fondements juridiques permettant à l'ARCEP d'imposer de telles obligations à l'ensemble des OI d'une part et avait expliqué les raisons pour lesquelles la nomenclature envisagée par l'ARCEP n'était opérationnellement pas adaptée à l'activité des OI alternatifs tels que TDF d'autre part.

Dans le document de consultation dont il est à présent question, l'ARCEP fait part de sa volonté d'imposer à tous les OI l'ensemble des éléments soumis à consultation privée ainsi que de nouveaux éléments qui n'apparaissaient pas dans la consultation précédente. TDF ne peut qu'observer ici l'absence évidente de prise en compte par l'ARCEP des contributions des OI, ou à tout le moins de celles de TDF, ce qui ne paraît pas acceptable. En conséquence, TDF estime qu'il est nécessaire de rappeler ici l'esprit du droit européen et national dans ce domaine avant d'apporter à nouveau tous les éléments qu'elle juge nécessaires permettant à l'ARCEP de mieux comprendre le fonctionnement de l'activité des OI alternatifs non-intégrés.

Comme TDF l'a indiqué dans ses propos introductifs, le document de consultation, et particulièrement cette partie, présente un durcissement significatif du cadre de régulation pour l'ensemble des OI alternatifs, quelle que soit leur taille, qu'ils soient verticalement intégrés ou non, qu'ils opèrent en zone d'initiative privée ou publique, en zone dense ou moins dense. TDF considère qu'une telle évolution serait contraire aux grands principes du droit européen et national et que l'ARCEP excéderait, dans une telle hypothèse, ses pouvoirs de régulation.

En particulier, les obligations comptables que l'ARCEP envisage d'imposer à tous les OI relèvent d'une régulation d'un opérateur disposant d'une puissance significative sur un marché pertinent strictement identifié et s'apparentent à un remède ultime de la régulation *ex ante* qui peut être imposé à certains opérateurs en application du Code européen. Ce dernier prévoit une graduation très claire de l'action du régulateur sectoriel national, avec en premier lieu un arsenal réglementaire élevé avec l'article 67, puis des obligations allégées pour les opérateurs non intégrés avec l'article 80 et enfin l'article 61 présentant les obligations génériques mises à la disposition du régulateur. Il convient en outre de souligner le fait que l'article 61 dispose que « *Les conditions d'accès imposées peuvent inclure des règles spécifiques en matière d'accès [...], de transparence et de non-discrimination et de répartition des coûts de l'accès, [...].* » (Alinéa 3), sans que ne soit mentionnée une disposition relative à l'imposition d'une comptabilité réglementaire ou d'une séparation comptable telle qu'envisagée par exemple pour les opérateurs

disposant d'une puissance significative sur un marché ou pour les opérateurs verticalement intégrés.

En conséquence, l'ARCEP ne peut imposer aux OI alternatifs, sur la base de l'article 61, des remèdes prévus à l'article 67, notamment sur la question des obligations comptables.

De plus, l'ARCEP indique dans son document de consultation que les dispositions comptables qu'elle envisage d'imposer à l'ensemble des OI permettraient l'exercice d'un contrôle tarifaire dans de bonnes conditions⁵ ou encore que la mise en place d'une comptabilisation des coûts est un outil indispensable au contrôle de la tarification de l'accès aux réseaux FttH⁶. Or, le dispositif de contrôle tarifaire constitue une obligation pouvant être imposée par l'ARCEP au titre de l'article L37-1 du CPCE, à la suite d'une analyse de marché permettant d'identifier un opérateur disposant d'une puissance significative. Ce dispositif doit être dissocié des obligations pouvant être imposées au titre de la définition de modalités d'accès en application des articles L34-8 et L34-8-3 du CPCE. En outre, dans le cas des RIP, l'alinéa VI de l'article L1425-1 du CGCT, qui délimite notamment le périmètre d'intervention de l'ARCEP, dispose que l'Autorité adopte des lignes directrices portant sur les conditions tarifaires d'accès. Ces lignes directrices, déjà adoptées par l'ARCEP, doivent être distinguées d'un dispositif de contrôle tarifaire qui n'est pas prévu par la Loi pour les zones RIP.

TDF rappelle par ailleurs que les OI opérant dans les zones RIP sont soumis à des obligations spécifiques en application de l'article L1425-1 du CGCT. En effet, ces OI sont soumis d'une part à l'obligation de production d'une comptabilité distincte et d'autre part à la transmission de cette comptabilité à l'ARCEP, à sa demande, au titre, respectivement, des points II et III de l'article précité.

De plus, dans les zones RIP, la possibilité de faire appel à des investisseurs tiers, tels que par exemple la Caisse des Dépôts, a conduit à la création de sociétés de projet (ci-après SdP) dédiées à chacune des zones considérées. TDF, opérant essentiellement en zones RIP, a fait le choix d'intervenir sur chaque zone, que ce soit en RIP ou en zone AMII, via des SdP dédiées. Ainsi, une comptabilité distincte est construite par SdP, contrairement aux OI opérant uniquement en zone d'initiative privée, qui interviennent sur le marché via une société unique et qui produisent donc une comptabilité construite selon les règles de la société mère. Il est à noter que la comptabilité des SdP est auditée annuellement par les CAC. TDF précise qu'elle tient à disposition de l'ARCEP les rapports annuels ainsi que les rapports des CAC transmis aux collectivités et présentant les informations comptables pilotées par chacune des SdP, en application du point III de l'article L1425-1 du CGCT.

D'autre part, les OI sont engagés auprès des collectivités et des citoyens pour réaliser un déploiement massif du réseau fibre dans un calendrier ambitieux. Il est également notable que l'ARCEP a choisi de mettre en place une régulation dite « symétrique » fixant tous les tarifs des offres d'accès FttH sur les RIP, via l'application de lignes directrices. En conséquence, l'objectif poursuivi par TDF est d'assurer le déploiement des réseaux dans le calendrier imparti tout en

⁵ Introduction de la partie 7, page 58.

⁶ Partie 7.1.2, page 59.

s'assurant de la rentabilité globale des projets au regard des tarifs définis par l'ARCEP dans ses lignes directrices de décembre 2015⁷. Dans ce contexte, un pilotage extrêmement fin des coûts, nécessaire pour répondre au projet de l'ARCEP, n'a aucun sens économique et industriel pour les OI alternatifs.

TDF demande donc à l'ARCEP de revenir sur sa volonté, non juridiquement fondée, de mettre en place un dispositif de régulation *ex ante* calqué sur celui qui serait applicable à un opérateur disposant d'une puissance significative sur le marché.

Néanmoins, et dans une démarche constructive, TDF s'attachera dans la suite du document à expliciter les éléments comptables dont elle dispose, même si aucune question n'est posée par l'ARCEP dans cette partie.

De manière générale et avant de commenter les éléments envisagés par l'ARCEP dans l'ordre de leur présentation dans le document de consultation, TDF rappelle que son organisation industrielle est fondée sur un mécanisme de sous-traitance. Ainsi, des montants forfaitaires sont facturés par les sous-traitants déployant pour le compte de TDF les réseaux FttH sur une zone donnée. Ce premier élément, crucial pour comprendre l'organisation de l'activité de la majeure partie des OI alternatifs, fait apparaître que la maille de restitution comptable envisagée par l'ARCEP, par segment de réseau, type d'actif et type d'offre n'est absolument pas en phase avec l'organisation de l'activité des OI alternatifs.

Commentaires de TDF sur les dépenses de déploiement et d'exploitation

L'ARCEP indique que les informations demandées devront notamment être transmises par segment de réseau (hébergement au NRO, transport, distribution et raccordement final).

Concernant les dépenses de déploiement (ci-après CAPEX), l'ARCEP précise que les informations demandées, comme pour les OPEX et le chiffre d'affaires, doivent correspondre à des flux de trésorerie. TDF souligne que les CAC certifient les comptes détaillés des SdP ainsi que les balances de trésorerie, en application de l'article L1425-1 du CGCT, mais en aucun cas l'allocation de ces flux. En conséquence, TDF n'a pas d'outils lui permettant de retracer ce détail dans sa comptabilité ou dans ses systèmes d'information.

Par ailleurs, l'ARCEP précise que le niveau de détail de la restitution des CAPEX devra au moins distinguer, de manière cumulative, les actifs ayant des durées de vie comptables différentes, les actifs non regroupables entre-eux du fait de leur usage et les actifs faisant l'objet d'usages différents selon les offres. TDF comprend donc que l'ARCEP envisage une restitution des CAPEX en flux de trésorerie avec un croisement entre les segments de réseau et les types d'actifs, tout en prenant en compte des éléments comptables (amortissement) ainsi que des éléments opérationnels (usages). Un tel niveau de détail n'existe pas dans les outils de pilotage de TDF et s'avérerait extrêmement complexe à mettre en œuvre. En outre, ces éléments seraient inutiles pour le pilotage de l'activité économique des SdP. TDF n'identifie au final pas les objectifs poursuivis par l'ARCEP en mettant en place une restitution d'une telle ampleur et d'une telle singularité.

⁷ ARCEP, Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique, décembre 2015.

[CONFIDENTIEL]

Des développements très importants des systèmes d'information, des outils de facturation et de méthodologies comptables seraient nécessaires pour pouvoir transmettre ces informations à l'avenir, avec ce niveau de détail et en flux de trésorerie, sans qu'il soit possible, en tout état de cause, de les fournir de manière rétroactive. TDF considère qu'il serait totalement disproportionné d'imposer de telles restitutions à un OI alternatif non-intégré de taille modeste qui est, de surcroît, déjà soumis à des obligations comptables au titre de l'article L1425-1 du CGCT.

[CONFIDENTIEL]

Ainsi, des développements très importants des systèmes d'information et des outils de facturation seraient nécessaires pour pouvoir transmettre ces informations, avec ce niveau de détail et en flux de trésorerie, sans qu'il soit possible, en tout état de cause, de les fournir de manière rétroactive.

De plus, des remontées d'informations supplémentaires de la part des sous-traitants devront être mises en place. Dans un contexte de déploiement soutenu du réseau, TDF s'inquiète de la potentielle asphyxie de ses sous-traitants dans le cas de telles demandes d'informations. TDF considère en outre qu'il serait totalement disproportionné d'imposer de telles restitutions à un OI alternatif non-intégré de taille modeste.

Commentaires de TDF sur les revenus

Chaque SdP dispose d'un chiffre d'affaires comptable, avec une segmentation construite en fonction des besoins des collectivités. [CONFIDENTIEL]

Concernant la simulation de revenus « internes », TDF ne peut que faire part de son étonnement et de son incompréhension quant à l'ajout par l'ARCEP de cette disposition, qui serait applicable selon l'ARCEP à la fois aux OI verticalement intégrés, mais également aux OI non verticalement intégrés qui commercialiseraient des offres de gros activées. TDF demande à l'ARCEP d'une part d'expliquer dans quelles mesures elle dispose des pouvoirs nécessaires pour imposer à des OI non verticalement intégrés de simuler des revenus « internes » et d'autre part l'objectif qu'elle poursuit en la matière. Le principe général de non-discrimination ne saurait permettre à l'ARCEP d'imposer à des acteurs de la taille des SdP de TDF la mise en place de mécanismes de production et de suivi de protocoles de cessions internes.

Commentaires de TDF sur la description physique et comptable du réseau

De manière générale, le niveau de détail comptabilisé par TDF s'agissant des unités d'œuvre a été décidé en fonction des demandes émises par les collectivités. [CONFIDENTIEL] Concernant les



unités d'œuvre standardisées, TDF serait globalement en mesure de transmettre les informations demandées par l'ARCEP. [CONFIDENTIEL]

Enfin, les CAPEX sont amortis par les SdP au maximum sur la durée résiduelle des contrats RIP (durée de caducité). Les SdP peuvent fournir un détail des immobilisations telles que comptabilisées, une valeur comptable ainsi qu'une valeur amortie.

Commentaires de TDF sur l'usage du réseau par les différentes offres

Comme indiqué en commentaires sur les unités d'œuvre, le niveau de détail comptabilisé par TDF s'agissant des caractéristiques du réseau a été décidé en fonction des demandes émises par les collectivités. [CONFIDENTIEL]

Commentaires de TDF sur la maille temporelle, la périodicité et le délai de tenue à jour

L'ARCEP précise que les chroniques annuelles commençant aux premiers déploiements d'infrastructure FttH devront être fournies au plus tard à la fin du 7^{ème} mois suivant la fin de l'exercice comptable. Autrement dit, tous les OI devraient fournir à l'Autorité en juillet 2021 l'ensemble de leurs flux de trésorerie pour 2020 et les années précédentes, croisés selon différents critères définis par l'ARCEP et qui ne correspondent aucunement aux pratiques des opérateurs, ainsi qu'une description extrêmement détaillée de leurs réseaux.

Comme l'a indiqué TDF à plusieurs reprises, son organisation industrielle, qui est par ailleurs partagée par plusieurs autres OI alternatifs, basée sur un mécanisme de sous-traitance, ne lui permet pas d'obtenir les informations attendues par l'ARCEP. La seule solution serait d'investir dans le développement de systèmes d'information complexes et d'imposer aux sous-traitants d'en faire de même. En tout état de cause, si de tels investissements étaient réalisés dans le futur, et dans l'hypothèse où TDF arriverait à convaincre ses sous-traitants d'en faire de même, il ne serait aucunement possible d'en tirer les bénéfices de manière rétroactive et il serait peu probable que les informations pour 2020 soient disponibles à l'été 2021. TDF ne peut que souligner à nouveau le caractère disproportionné des mesures comptables envisagées par l'ARCEP, qu'il s'agisse des informations demandées ou des délais accordés aux OI.

Conclusion des commentaires de TDF sur la partie 7

Les obligations comptables que l'ARCEP envisage d'imposer à tous les OI relèvent d'une régulation d'un opérateur disposant d'une puissance significative et s'apparentent à une régulation *ex ante* particulièrement dure. Aucun fondement juridique, européen comme national, ne permet à l'ARCEP d'exploiter ce remède en vue d'une mise en œuvre généralisée sur le marché du très haut débit fixe.

Au-delà de l'absence de fondements juridiques qui, en soi, devrait suffire à l'ARCEP pour décider d'abandonner ce projet, la nomenclature imaginée par l'ARCEP n'est pas compatible



avec l'organisation industrielle de TDF et *a priori*, d'autres OI alternatifs également et reviendrait *in fine* à imposer à des entreprises sous-traitantes, sans qu'aucune justification ne soit apportée, d'investir massivement dans des systèmes d'information dans un contexte de déploiement soutenu des réseaux.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

Siège Social

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00